

Ministère de la justice - Ajaccio :  
Mise en accessibilité du Palais de Justice  
Finosello et du Palais de Justice Masseria

**MAITRE D'OUVRAGE**



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**  
Travail

MINISTÈRE DE LA JUSTICE - Secrétariat  
Général - Délégation Interrégionale Sud-Est  
350 av Club Hippique  
13 096 Aix en Provence Cedex 2  
Tél : 04.42.91.30.78 Fax : 04.42.91.30.71

**Lot n°0**

**GENERALITES**

**CCTP**

Dossier	9264
Date	25/07/2023
Phase	PRO-DCE
Indice	D

**MAITRE D'OEUVRE :**

Ingemétrie  
220 Boulevard de la Paix  
13640 La Roque d'Anthéron  
Tél : 0442904360 Fax : 0442504769  
Mél : [info@ingemetrie.fr](mailto:info@ingemetrie.fr)

Code	Désignation
0.1	<b>GENERALITES SUR L'OPERATION</b>
0.1.1	<b>Objet de l'opération</b> Le présent C.C.T.P. a pour objet de définir les travaux de mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite de 2 ERP pour le compte du ministère de la justice
0.1.2	<b>Objet du CCTP généralités</b> Le présent CCTP concerne les dispositions communes applicables à l'ensemble des lots de l'opération définie ci avant, en complément des prescriptions des CCTP de chaque lot particulier
0.1.3	<b>Lieux des travaux</b> Palais de Justice Finosello à Ajaccio situé Avenue Maréchal Lyautey, 20090 Ajaccio Palais de Justice Masseria à Ajaccio situé 4 Boulevard Masseria, 20181 Ajaccio
0.1.4	<b>Éléments du dossier</b> Le dossier comprend les éléments suivants : <b>1. Pièces administratives :</b> - Pièces établies par le Maître d'ouvrage, - Règlement de consultation - Cahier des clauses administratives particulières <b>2. Pièces techniques :</b> <u>Pièces écrites :</u> - pièces administratives du Maître d'ouvrage, - CCTP généralités (applicable à tous les lots), - CCTP des lots 1 à 6 - DPGF des lots 1 à 6 <u>Pièces graphiques :</u> - Dossiers APD - Fiches techniques des travaux de mise en conformité (1 dossier Finosello et 1 dossier Masseria) - Carnets de plans (1 carnet Finosello et 1 carnet Masseria)
0.1.5	<b>Désignations des intervenants</b> - Maître d'ouvrage: MINISTERE DE LA JUSTICE Secrétariat Général - Délégation Interrégionale Sud-Est Département Immobilier 350 av du Club Hippique - CS 70456 - 13 096 Aix en Provence Cedex 2 Tél : 04 42 91 30 70 - Fax : 04 42 91 30 71 - Maître d'œuvre : INGEMETRIE Bureau Sud-Est 220 Boulevard de la Paix 13640 La Roque-d'Anthéron. - Bureau de contrôle : <b>APAVE SUDEUROPE SAS</b> <b>Lido Marana - Route du stade Furiani CS 90015</b> <b>20296 BASTIA CEDEX</b> - CSPS : <b>AS SOCOTEC</b> <b>Agence Construction Corse, 1 parc du belvédère - route Salario,</b> <b>20 000 Ajaccio</b>
0.1.6	<b>Liste des lots</b> LOT N°00 GENERALITES LOT N°01 EQUIPEMENT D'ESCALIER - FAÏENCE - CARRELAGE LOT N°02 PLATRERIE PEINTURE - SIGNALETIQUE LOT N°03 MENUISERIE LOT N°04 SERRURERIE LOT N°05 PLOMBERIE LOT N°06 CVC
0.2	<b>CONDITIONS TECHNIQUES GENERALES D'EXECUTION</b>
0.2.1	<b>Installation de chantier</b> L'entreprise titulaire du lot n°1 aura à sa charge l'installation de chantier, y compris l'évacuation et repli de tous les éléments en fin de chantier, comme décrit ci après (se référer également au PGC) : Avant tout commencement de travaux, le titulaire du lot n°1 devra procéder à un état des lieux général des propriétés situées en limite du

Code	Désignation
	<p>terrain.</p> <p>Cet état des lieux devra porter principalement sur les propriétés mitoyennes, murs de clôtures, etc... et faire ressortir l'état des éléments principaux des constructions, plancher, toitures, murs, ainsi que fissures, lézardes, traces d'humidité, etc....</p> <p>L'entrepreneur du marché devra assurer l'organisation du chantier de façon à permettre, à tout moment et sans interruption, le déroulement des travaux dans les meilleures conditions pour assurer le respect des délais fixés.</p> <p>Toutes dispositions seront prises à cet effet concernant les commodités et nécessités d'exécution, la bonne tenue, l'hygiène, la sécurité, la police du chantier, de ses abords sur la voie publique, conformément à la réglementation communale, en particulier, et aux lois, décrets et règlements en vigueur en général.</p> <p>L'entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état dans lequel ils se trouveront à la date de la veille de la remise de la soumission.</p> <p><u>Panneau de chantier :</u></p> <p>L'entrepreneur du lot lot n°1 devra fournir et mettre en place, à un emplacement qui sera désigné par le Maître d'ouvrage et dès l'ouverture du chantier, d'un panneau de signalisation réglementaire de chantier de 2,00 m<sup>2</sup> environ, y compris fixations et ancrages.</p> <p>Il portera les différentes indications administratives relatives aux chantiers et sera conforme en tout point aux prescriptions et aux demandes particulières du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre (dimensions, couleur, graphismes, inscriptions....).</p> <p><u>Branchement d'eau :</u></p> <p>L'entrepreneur du lot PLOMBERIE devra établir un branchement d'eau pour les besoins du chantier.</p> <p>Les frais d'établissement du regard et des canalisations, les frais de contrat avec la société mandataire de la ville, de consommation d'eau seront répartis suivant un éventuel compte prorata.</p> <p>Au cas où ce branchement ne serait pas réalisé, les différentes entreprises ne pourront se prévaloir du fait pour ne pas respecter les délais d'exécution de leurs travaux et le planning.</p> <p><u>Électricité :</u></p> <p>L'entrepreneur du lot n°1 devra faire établir un branchement d'électricité provisoire pour les besoins du chantier, avec fourniture et pose d'un coffret de chantier réglementaire adapté aux besoins, avec toutes les protections nécessaires.</p> <p>Les frais d'établissement du branchement et de transformation éventuelle du courant, la redevance initiale à l'EDF et les frais de consommation seront à la charge du Ministère de la Justice.</p> <p>Au cas où ce branchement ne serait pas réalisé, les différentes entreprises ne pourront se prévaloir du fait pour ne pas respecter les délais d'exécution de leurs travaux et le planning.</p> <p><u>Base vie</u> Sans objet</p>
0.2.2	<p><b>Nettoyage</b></p> <p>Au cours des travaux, le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant.</p> <p>L'entrepreneur est tenu de laisser les ouvrages exécutés en un état tel que le corps d'état qui lui succède puisse exécuter son travail sans sujétions supplémentaires. Les nettoyages en cours de travaux seront exécutés quotidiennement par les entreprises de chaque corps d'état.</p> <p>Si ces dispositions n'étaient pas observées, le Maître d'ouvrage pourra demander à une entreprise spécialisée un ou plusieurs nettoyages généraux du chantier si nécessaire, et les frais seraient supportés par les Corps d'états concernés, sans mise en demeure préalable et sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur.</p> <p>Par ailleurs, le Coordinateur Sécurité et Protection de la santé se réserve le droit d'imposer des fréquences de nettoyage rapprocher si le besoin s'en faisait sentir.</p>
0.2.3	<p><b>Gestion des déchets</b></p> <p>Dans le cadre de la réglementation relative à l'élimination des déchets, pour la protection de l'environnement, il conviendra de procéder sur le chantier à un tri sélectif des déchets, afin de faciliter leur élimination dans les centres de stockage, et de ne pas amoindrir leur capacité de recyclage à la sortie du chantier.</p>
0.2.4	<p><b>Nuisances de chantier</b></p> <p>Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet. Ces nuisances concernent essentiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les bruits de chantier,</li> <li>- les poussières générées,</li> <li>- la gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier,</li> <li>- les salissures des voies publiques.</li> </ul>

Code	Désignation
0.2.5	<p><b>Entretien des abords</b></p> <p>L'attention des entreprises est attirée sur l'application du paragraphe 4 de l'article 471 du Code Pénal relatif au nettoyage des chaussées souillées par les camions. Le service de voirie pourra effectuer lui-même les nettoyages nécessaires au compte de l'entreprise responsable. Les abords des bâtiments devront être sauvegardés en leur état.</p> <p>Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces. Si des dégradations étaient commises sur la voie public (enrobé, bordures...), l'entreprise responsable devrait prendre à sa charge les travaux de remise en état sans compensation financière.</p>
0.2.6	<p><b>Plans d'exécution</b></p> <p>Les entreprises auront à leur charge les études et les plans d'exécution de leurs ouvrages, elles devront respecter scrupuleusement toutes les prescriptions indiquées sur leurs plans et documents qui devront être établis conformément aux normes et règlements en vigueur.</p> <p>Ils devront soumettre les plans et calculs à l'agrément du Maître d'ouvrage dans un délai de 3 semaines suivant la réception de son ordre de service et selon les contraintes du planning d'exécution. Ces plans devront respecter les dispositions établis par la Maîtrise d'œuvre sauf accord de ce dernier sur des éventuelles variantes proposées.</p> <p>Tous les éléments seront fournis sous format papier pour validation.</p> <p>Aucun ouvrage ne sera entrepris sans accord du Maître d'ouvrage, du bureau de contrôle et du BET sur ces plans et détails.</p> <p>L'approbation des plans ne diminue en rien la responsabilité de l'entrepreneur.</p> <p>L'entrepreneur demeure responsable de son étude et la vérification par le Maître d'œuvre ne porte que sur la concordance avec les tracés des plans.</p> <p>Les ouvrages réalisés sans présentation des plans d'exécution ni approbation préalable du Maître d'œuvre, pourront être refusés sans recours de l'entreprise..</p>
0.2.7	<p><b>Plans d'atelier et de chantier</b></p> <p>Les entreprises ont à leur charge dans les délais imposés et en tout état de cause avant le début de l'exécution, de fournir pour accord au Maître d'ouvrage les plans d'atelier et de chantier.</p> <p>Les entreprises apporteront le plus grand soin aux cheminements apparents. Ceux-ci devront être le plus discret possible et être soumis au préalable au Maître d'œuvre.</p> <p>Ces cheminements tiendront compte des équipements des autres corps d'état et des réglementations en vigueur concernant les positions respectives des équipements.</p>
0.2.8	<p><b>Échantillons-prototypes</b></p> <p>L'entrepreneur adjudicataire devra présenter un échantillonnage complet des matériaux utilisés dans les délais qui lui seront fixés. Avant toute commande ou mise en œuvre, l'entrepreneur devra soumettre, à l'agrément du Maître d'ouvrage, les échantillons de matériels et matériaux qu'il compte utiliser conformément au descriptif.</p> <p>Les échantillons resteront visibles et à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pendant la durée du chantier, dans un local sur le chantier. Ces échantillons seront étiquetés et rendus à l'entreprise avec le dernier approvisionnement.</p> <p>Tout élément à caractère répétitif devra faire l'objet de présentation d'un prototype. L'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre la fabrication et la pose des autres éléments que lorsqu'il aura obtenu l'accord du Maître d'Ouvrage sur l'élément témoin.</p> <p>Si des modifications ont été demandées, l'entrepreneur devra fournir à ses frais, un autre prototype qui devra à son tour faire l'objet d'agrément du Maître d'Ouvrage.</p>
0.2.9	<p><b>Matériaux</b></p> <p>Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée avec mise en œuvre dans les règles de l'art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique.</p> <p>La nature, la qualité des matériaux employés, leur mise en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes à la liste du Cahier des Clauses Techniques Générales. Les produit Eco-labélisés seront privilégiés avant l'exécution des travaux, l'entreprise adjudicataire devra indiquer au Maître d'ouvrage la provenance des matériaux et le nom de ses fournisseurs avec les références et les garanties d'emploi données par ces derniers.</p> <p>Les différents échantillons de tous les matériaux seront remis au Maître d'ouvrage et soumis avant le commencement des travaux au contrôle des concepteurs.</p> <p>Avant toute commande ou exécution, l'entrepreneur devra fournir, à la Maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle, tous les documents justifiant l'aptitude du produit à sa destination (Avis Technique, P.V. d'essai, etc...) et devra obtenir l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle. L'entrepreneur est tenu de fournir le nombre d'exemplaires demandés.</p> <p>Les qualités, préparation et mise en œuvre des matériaux seront conformes aux prescriptions des documents ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nomes françaises,</li> <li>- DTU,</li> <li>- Règles de calculs et règles professionnelles,</li> <li>- Avis techniques,</li> <li>- PV d'essais divers (résistance, perméabilité, tenue au feu...),</li> </ul>

Code	Désignation
	<p>A défaut de documents techniques précisant les conditions, règles et prescriptions de mise en œuvre données par le Fabricant, il est bien entendu que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par l'entrepreneur de l'avis technique du CSTB et dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité biennale ou décennale est nécessaire, l'entrepreneur doit justifier cet accord.</p> <p>Tous les choix de matériaux (teintes...) devront être proposés par l'Entrepreneur et acceptés par le Maître d'Ouvrage.</p> <p>L'entrepreneur devra fournir des fiches techniques des produits .</p> <p>Pendant l'exécution des travaux et pendant l'année qui suivra leur achèvement, l'entrepreneur devra se soumettre à toutes vérifications et se prêter à toutes opérations qui seraient demandées par le Maître d'œuvre, tels que, déposes, sondages, analyses, essais, etc., le tout à ses frais, risques et périls.</p> <p>Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser, faire déposer et remplacer tous les ouvrages ou tous les matériaux qui ne seraient pas de première qualité et dont l'exécution laisserait à désirer.</p> <p>Les entrepreneurs signataires du marché reconnaissent ce droit au Maître d'ouvrage qui ne pourra l'exercer sans avoir à donner les motifs de ces décisions.</p> <p>Au cas où le remplacement des matériaux ou la réfection d'ouvrages seraient reconnus nécessaires, l'entrepreneur supporterait avec les dépenses entraînées par ces remplacements ou réfections, toutes les dépenses nécessaires à la réfection des ouvrages attenants.</p> <p>Les entreprises devront fournir en début de chantier et avant tous commencement des travaux les fiches de données de sécurité des produits employés notamment: colle, vernis mastics, peintures, lasures produits de traitement du bois , produits de nettoyage, produits d'étanchéité.</p>
0.2.10	<p><b>Protection des ouvrages exécutés</b></p> <p>Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur est tenu pour responsable des ouvrages de son lot et en doit la protection jusqu'à la réception. Il doit donc les protéger contre les risques de tous vols, détournements, dégradations ou destructions de toute nature.</p> <p>Les détériorations causées par les effets atmosphériques sont réparées, par et aux frais de l'entrepreneur, dont les ouvrages ont été détériorés, à charge pour lui de se faire couvrir par une assurance.</p> <p>L'entrepreneur devra assurer la protection des revêtements neufs jusqu'au jour de la réception par tous les moyens à sa convenance. En locaux occupés, une pré réception des travaux pourra être effectuée à la demande de l'entrepreneur. Dans tous les cas, l'entrepreneur devra mettre en place toutes les protections nécessaires pour permettre aux occupants d'utiliser les locaux, et ce pendant la durée nécessaire.</p> <p>Il est en outre précisé que les entrepreneurs sont tenus pour responsables des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages définis à rester brut. En conséquence, il veille à ce que la main d'œuvre employée par eux sur le chantier n'exécute pas sur ces parements graffitis, épaufures, rayures ou autres.</p> <p>Tout manque à cette clause non récupérable, sans porter préjudice à l'aspect de l'ouvrage est sanctionné par la reprise de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur responsable. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs.</p> <p>Si des détériorations sont constatées en cours de chantier elles seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.</p> <p>Ces réparations ou remises en état, quoi-qu'étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai.</p>
0.2.11	<p><b>Dimensions et côtes</b></p> <p>Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel. Il en est de même pour ce qui est des cotes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles. Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.</p> <p>Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levés de cotes qui lui sont nécessaires.</p>
0.2.12	<p><b>Échafaudage-montage des matériaux</b></p> <p>Le prix global proposé par les entrepreneurs comprendra tous les moyens nécessaires à l'exécution des travaux de leur propre lot tels que : échafaudages, agrès, engins, étais...</p>
0.2.13	<p><b>Hygiène et sécurité de chantier</b></p> <p>L'application du CCAP est particulièrement rappelée et, par là, le respect des prescriptions légales du PGC (Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la Santé).</p> <p>L'entreprise devra prendre en compte dans son offre et son prix les travaux et protections nécessaires en matière de sécurité et de protection de la santé conformes à la réglementation et aux prescriptions spécifiques définies par le PGC.</p>
0.2.14	<p><b>Scellements-raccords et fixations</b></p> <p>Chaque entreprise interviendra en temps utile afin de ne pas retarder l'exécution des travaux des autres corps d'état.</p>

Code	Désignation
0.2.15	<p><b>Percements,réservation,scellements et rebouchage</b></p> <p>Les entreprises fourniront au Bureau d'Études toutes les prescriptions, descriptions et renseignements sur les ouvrages de finitions et d'équipement.</p> <p>Le Bureau d'Études devra connaître les types de revêtements de sols, les revêtements extérieurs et muraux.</p> <p>Les entrepreneurs des lots secondaires remettront dans un délai de 8 jours au Bureau d'Études les plans des trous et percements (supérieur à 100 cm²) à réserver dans les planchers et ossatures porteuses de la construction si ceux-ci font partie du présent marché.</p> <p>Les scellements et raccords consécutifs à ces réservations seront à la charge de l'entrepreneur chargé du lot n°1.</p> <p>Par contre, les percements et scellements effectués dans les parties porteuses existantes, dans les cloisons ou dans les parties non porteuses de la construction seront exécutés par l'entrepreneur chargé du corps d'état intéressé.</p> <p>Les entrepreneurs du second œuvre doivent tous les percements qui leurs seront nécessaires dans les autres matériaux que ceux constituant le gros-œuvre. Chaque entrepreneur doit tous les raccords, scellements, bouchements, calfeutrements, joints plastiques ou autres indispensables à un parfait et complet achèvement de tous les travaux de son lot et ceci dans tous les matériaux.</p> <p>Cet entrepreneur aura également à réaliser les raccords de plâtre ou autres, selon le cas. Ces percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, etc., devront être exécutés avec toutes les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages existants. Les percements devront être réalisés aux dimensions minimales nécessaires en fonction des diamètres des tuyaux ou fourreaux pour lesquels ils sont prévus.</p> <p>Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin. Les cales en bois dans les scellements sont interdites.</p> <p>Dans le cas de scellement dans les parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.</p> <p>Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.</p> <p>En cas de retard ou de défauts dans la fourniture des indications, tous les frais de percements et de reprise sont à la charge de l'entreprise défaillante.</p> <p>Il devra travailler en étroite collaboration avec les entrepreneurs chargés des autres corps d'état pour faciliter la coordination et l'exécution des travaux.</p> <p>L'entreprise de maçonnerie doit prévoir toutes les incorporations au gros-œuvre : dans les murs ou planchers pour trémies, trappes, feuillures, ou percements nécessaires, ou incorporations de toutes dimensions, demandés par les autres corps d'état dans les délais fixés au planning d'exécution.</p> <p>Elle réserve, à ses frais, tous les percements, passages pour bâtis, huisserie, dormants, scellements, etc.. pratiqués dans le gros œuvre pour les ouvrages des lots secondaires. De même, elle doit la mise en place au coulage de ses ouvrages, des taquets, tasseaux, fourrures, etc.. selon les indications fournies par titulaires des différents lots.</p> <p>Les demandes de réservation devront parvenir à l'entreprise de maçonnerie une semaine avant la date prévue pour la réalisation des ouvrages de gros-œuvre, faute de quoi les travaux seront réalisés après coup en régie aux frais de l'entreprise concernée.</p> <p>Si ces percements s'avéraient, aux yeux de l'entrepreneur de maçonnerie importants et susceptibles d'entraver une incidence sur la stabilité des ouvrages, le Maître d'ouvrage en serait tenu au courant.</p>
0.2.16	<p><b>Traits de niveau-tracés</b></p> <p>Le trait de niveau qui servira de référence à tous les corps d'état, ne devra être tracé sur les parois que par l'entrepreneur du lot n°1, ceci afin d'éviter les erreurs pouvant résulter de tracés différents.</p> <p>Le trait de niveau sera tracé à +1,00 m au-dessus des niveaux finis. Si pour une raison quelconque, ce trait de niveau venait à être effacé prématurément, l'entrepreneur du lot n°1 devra le tracer à nouveau à ses frais.</p>
0.2.17	<p><b>Autocontrôle</b></p> <p>Les entreprises sont tenues d'effectuer leur autocontrôle conformément aux réglementations en vigueur.</p> <p>En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché,</li> <li>- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées,</li> <li>- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations,</li> <li>- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U et aux règles de l'Art ,</li> <li>- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.</li> </ul> <p>Afin de prévoir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer, au mieux avant la réception, les essais et vérifications figurant dans le document technique COPREC n°1 approuvé par les assureurs et paru dans le supplément spécial n° 82.51 bis du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment en date du 17 Décembre 1982.</p>

Code	Désignation
	<p>Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document COPREC n°2 paru dans le supplément spécial du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment cité ci-dessus.</p> <p>Ces procès verbaux devront être envoyés en 2 exemplaires, avant la réception des travaux au bureau de contrôle.</p> <p>Au cas où ces procès verbaux ferait apparaître des résultat insuffisants, il appartiendra à l'entreprise à son propre compte et sous sa responsabilité de remédier aux causes des insuffisances, de procéder à de nouveaux essais et de les soumettre au Bureau de Contrôle pour avis</p>
0.3	<p><b><u>TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES</u></b></p>
0.3.1	<p><b>Spécifications techniques générales (valables pour tous les corps d'états)</b></p> <p>Les travaux de toute nature visés par le présent CCTP seront exécutés d'une façon générale conformément aux spécifications et prescriptions du "Cahier des Prescriptions Techniques Générales", établies par le Centre Scientifique du Bâtiment, dont la plupart ont été constituées en "Document Technique Unifié" (DTU) pour servir de Cahier des Charges à une catégorie déterminée d'ouvrages.</p> <p>Ils indiquent d'une façon précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les prescriptions relatives aux qualités des matériaux,</li> <li>- Les conditions de mise en œuvre des matériaux et les modalités d'exécution des ouvrages, impérativement applicables aux travaux visés par le présent CCTP sans qu'il soit nécessaire de le préciser à nouveau dans les textes visant particulièrement tel ou tel corps d'état.</li> </ul> <p>On reprendra, pour référence, la dernière liste commune des Cahiers des Charges, DTU et documents connexes publiés par le CSTB.</p> <p>Chaque corps d'état devra respecter tous les règlements, instructions et DTU se rapportant à son lot. Dans le cas d'ouvrages non traditionnels ces derniers devront avoir fait l'objet d'un avis technique.</p>
0.3.2	<p><b>Normes</b></p> <p>Sont également applicables aux travaux suivant les Cahiers des Prescriptions Techniques Générales susvisés, les différentes normes de l'association française de normalisation (AFNOR) homologuées par arrêtés ministériels et en vigueur à la date des offres.</p> <p>Au cas où les matériaux décrits au présent CCTP ne figureraient pas au REEF et ouvrages cités précédemment, ou en différeraient par leur conception, les entrepreneurs devront toujours se conformer à l'esprit de ces documents quant à la qualité et à la mise en œuvre des matériaux.</p> <p>Si certains articles comportent des indications opposées à celles des Normes citées sans qu'aucune spécification expresse au Maître d'ouvrage ait été faite, les entrepreneurs devront toujours se référer à ces derniers avant même de remettre leur prix.</p>
0.4	<p><b><u>CONNAISSANCE DU DOSSIER</u></b></p>
0.4.1	<p><b>Obligations de l'entrepreneur</b></p> <p>Le marché est forfaitaire pour l'ensemble des travaux.</p> <p>Il est formellement spécifié que l'entrepreneur a examiné avec soin toutes les pièces du dossier (tant écrites que graphiques) servant de base à son marché et qu'il a signalé toutes les imprécisions, obscurités, omissions ou contradictions qu'il aurait pu relever et que toutes solutions ont été apportées.</p> <p>Les différents C.C.T.P. ne sauraient en aucune manière limiter l'importance des travaux ni la responsabilité des entreprises.</p> <p>Avant remise de leurs offres, les entrepreneurs devront vérifier toutes les cotes des dessins et plans remis par le Maître d'Œuvre et joints au dossier et seront réputés avoir une parfaite connaissance des lieux.</p> <p>En cas d'omission, d'imprécision, de contradiction dans ces documents ou de manque de concordances, les entrepreneurs sont dans l'obligation d'obtenir du Bureau d'Études, toutes les précisions ou renseignements complémentaires nécessaires et de prévoir dans leur devis tous travaux indispensables dans l'ordre général et par analogie avec les indications des plans et du CCTP. Faute de quoi, ils seront tenus pour responsables des dites erreurs, omissions ou manques de concordances et leurs éventuelles conséquences. Aucun des travaux supplémentaires provenant des erreurs ou omissions ne pourra faire l'objet d'un supplément de prix forfaitaire.</p> <p>De plus, les différents lots forment un tout qui doit être connu dans son ensemble par les entreprises. Chaque entreprise est donc tenue de prendre connaissance des prestations des divers corps d'état qui peuvent avoir une incidence sur son propre lot. Les travaux de toutes les entreprises devront faire un tout cohérent et correspondre au dossier d'exécution. Toute omission en limite de prestations entre corps d'état sera à la charge de l'entreprise.</p> <p>L'entrepreneur titulaire du lot concerné est tenu de s'assurer du parfait achèvement de ses ouvrages, (sachant que les pièces du marché ne sont en rien limitatives) et ne déroger d'aucune manière aux règles de l'art; l'entrepreneur est, de par sa qualification, apte à palier à tous défauts d'énonciation. De ce fait, il ne pourra prétendre à aucun règlement en plus-value, ni se dérober devant l'obligation de conformité et de respect des réglementations en vigueur régissant les travaux de sa spécialité. Par ailleurs, si préalablement ou en cours d'exécution des modifications d'ordre secondaire (travaux accessoires et annexes) inhérentes à tout chantier s'avèrent nécessaires, l'entreprise ne saurait, de ce fait, demander un quelconque supplément.</p> <p>Aucune réclamation ne sera admise de la part des entreprises qui auraient méconnu les directives décrites ci avant. En conséquence, il ne pourra, après remise de ses propositions et signature du marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit refuser d'exécuter des ouvrages ou travaux complémentaires de quelque nature que ce soit, même en limite de prestations, jugés utiles ou indispensables par le Maître d'ouvrage à la parfaite finition des travaux et au parfait achèvement des ouvrages.</li> <li>- soit prétendre que ces travaux donnent lieu à une augmentation sur son prix forfaitaire ou à un allongement du délai contractuel,</li> </ul>

Code	Désignation
0.4.2	<p><b>Liaison avec les autres corps d'états</b></p> <p>Généralités :</p> <p>Pour la bonne compréhension de l'opération, il est recommandé aux concurrents de consulter les dossiers des corps d'état annexes.</p> <p>Il ne sera admis aucune réclamation si un ouvrage non décrit au présent lot se révélait indispensable, compte-tenu des précisions des dossiers des autres corps d'état.</p> <p>Chaque entrepreneur doit prendre sous son entière responsabilité et à ses frais, toutes précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux et aux ouvrages des autres entreprises ainsi qu'aux installations existantes.</p> <p>Percements et saignées :</p> <p>L'ensemble des saignées, rainurages et percements nécessaires, ainsi que leurs rebouchages, avec finition "prêt à peindre" sont considérés comme des travaux induits et seront à la charge de n'importe quel lot concerné si ils sont nécessaires à la bonne exécution des travaux.</p> <p>Reconnaissance des lieux</p> <p>L'entrepreneur reconnaît avoir parfaitement apprécié sur place les servitudes propres à la situation, aux accès voiries et aires de chantier et estimé toutes les difficultés de l'ouvrage.</p> <p>Les prestations à réaliser par d'Autres Corps d'États, relatives aux installations techniques du présent lot, sont indiquées dans le présent document. Dans le cas contraire, les prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux sont entièrement à la charge du présent lot.</p>
0.4.3	<p><b>Prestations à la charge des entreprises</b></p> <p>Qu'elles figurent ou non dans le corps du descriptif détaillé, les prestations ci-après sont dues par les entreprises attributaires et sont réputées comprises dans le montant du marché, sous peine de nullité de l'offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La visite des lieux et la prise en compte de toutes les sujétions d'exécution,</li> <li>- La prise en compte de tous les éléments relatifs à l'ensemble des lots,</li> <li>- L'ensemble des études et travaux nécessaires au parfait achèvement des travaux,</li> <li>- Les installations du chantier propres à chaque entreprise, y compris baraques de chantier, hangars de stockage...</li> <li>- Les installations de sécurité réglementaires.</li> <li>- Les essais et vérifications prévues aux DTU pour les ouvrages afférents à leur lot,</li> <li>- L'établissement et la fourniture en trois exemplaires des DOE et des plans de récolement des ouvrages exécutés selon les prescriptions du Maître d'œuvre,</li> <li>- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par le Maître d'œuvre ou le Maître de l'ouvrage,</li> </ul>
0.4.4	<p><b>Marques et matériaux</b></p> <p>Il est parfois indiqué, dans le corps du descriptif, des noms de marques commerciales et référence de matériaux, servant de base pour le calcul du montant de l'offre de chaque entreprise. Ces marques et références sont mentionnées à titre d'exemple pour définir un niveau de qualité attendue (caractéristiques techniques, esthétiques...). Les entreprises sont tenues de s'en tenir aux produits spécifiés ou faisant office d'équivalence technique.</p> <p>Les entreprises pourront proposer d'autres produits, sous réserve qu'ils présentent des caractéristiques techniques ou d'aspects au moins équivalentes à celles citées en référence et qu'ils soient clairement indiqués par écrit dans les offres.</p> <p>Si est elle jointe à la consultation, l'entreprise devra remplir complètement la "fiche produit" : fiche décrivant précisément les marques et références des produits qu'elle propose, et devra obligatoirement joindre à son offre une photocopie des caractéristiques des produits qu'elle propose en équivalence.</p> <p>D'une manière générale toute modification devra recevoir l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre avant toute commande ou mise en œuvre, tous les frais de remplacement étant à la charge de l'entreprise défaillante.</p>
0.4.5	<p><b>Décomposition du prix globale et forfaitaire</b></p> <p>La Décomposition de Prix Global et Forfaitaire (DPGF) comporte des quantités par type d'ouvrage selon un mode de métré défini et précisé dans chaque article. Ces quantités sont données à titre indicatif. L'entreprise en doit la vérification avant la remise de son offre.</p> <p>Seules les descriptions et les localisations des ouvrages au sein de ce présent CCTP sont contractuelles.</p> <p>L'entreprise doit remettre un prix global et forfaitaire pour l'ensemble des prestations décrites au CCTP en prenant en compte l'ensemble des dispositions sécuritaires, de phasage, d'hygiène et autres... suivant documents joints au dossier de consultation des entreprises. Pour faciliter le travail de chiffrage, un cadre quantitatif est joint à la consultation.</p> <p>L'entreprise en doit la vérification et la validation. Elle a toute latitude pour modifier les quantités à chaque article de ce document. Le fait de répondre sur la base des quantités proposées (sans modification) vaudra tacite validation par l'entrepreneur de ces quantités. L'entrepreneur ne pourra prétendre à un quelconque recours sur les quantités, du fait qu'il en doit la vérification pendant la période de consultation.</p> <p>Chaque article quantitatif comprend implicitement l'ensemble des sujétions d'exécution nécessaires à la réalisation complète de la prescription autant sur le plan technique que sur le plan quantitatif conformément aux plans</p>



Code	Désignation
0.4.6	<p><b>Sujétions de réalisation en site occupé</b></p> <p><b>Les travaux seront réalisés intégralement dans des bâtiments en site occupé. L'entreprise prévoira les sujétions suivantes sans que cette liste soit limitative :</b></p> <p>-Les travaux ne pourront se faire qu'aux horaires définis en accord avec le Maître d'ouvrage,</p> <p>-Toutes les protections devront être mises en place avant chaque intervention.</p> <p>-Toutes les précautions devront être prises pour ne pas perturber le fonctionnement de l'établissement</p> <p>-L'entrepreneur aura à prendre toutes les dispositions particulières, notamment : pour garantir la sécurité des occupants ; pour protéger les existants....</p>